

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

COMITÉ NATIONAL DE DESARMEMENT,
DE DÉMOBILISATION ET
DE RÉINTÉGRATION

NDDRC



CNDDR

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

PRIME MINISTER'S OFFICE

NATIONAL DISARMAMENT,
DEMOBILIZATION AND
REINTEGRATION COMMITTEE

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N°009/AONO/CNDDR/CIPM/Exercice 2025, du 11 Août 2025
Pour la première phase des travaux de construction de l'immeuble siège
du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration
(CNDDR) à Olembé Yaoundé

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre des travaux de construction de l'immeuble siège du CNDDR, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la première phase des travaux de construction de l'immeuble siège du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration.

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment la première phase de la construction de l'immeuble siège du CNDDR :

- Gros œuvre (Terrassement, fondation, maçonnerie, charpente, couverture).

3. Tranches

Les travaux sont subdivisés en tranches ci-après définis :

- Phase 1 : gros œuvre (Terrassement, fondation, maçonnerie, charpente, couverture)
- Phase 2 : second œuvre (isolation, plomberie, électricité, revêtements, menuiseries, peinture)
- Phase 3 : Finitions (Revêtements des sols et murs, appareillage, équipements)

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est d'un milliard cinq cent millions de Francs CFA (1 500 000 000 FCFA) reparté par phase comme suit :

- Phase 1 : 500 000 000 FCFA
- Phase 2 : 500 000 000 FCFA
- Phase 3 : 500 000 000 FCFA

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux de la première phase, objet du présent appel d'offres est de 12 mois calendaires par phase. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à toutes les entreprises de construction en BTP.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le BUDGET DU CNDDR de l'exercice 2025 sur la ligne d'imputation budgétaire n°59 48 180 01 220021 523111.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cet appel d'offres est hors ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission d'une valeur de deux million cinq cent mille de francs CFA (2 500 000 FCFA) pour la première phase de la construction de l'immeuble siège, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréé

par le Ministre chargé des finances dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministre chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec le DAO est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement au CNDDR, Département des Affaires Administratives et Financières aux heures ouvrables à Yaoundé sis au quartier Golf bastos.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage (à préciser).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au CNDDR, Département des Affaires Administratives et Financières aux heures ouvrables à Yaoundé sis au quartier golf bastos dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de **cinq-cents mille (500 000) Francs CFA dans le Compte d'Affectation spécial (CAS) ARMP 335 988 ouvert auprès de la BICEC du Cameroun.**

12. Remise des offres

L'offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir au CNDDR, Département des Affaires Administratives et Financières aux heures ouvrables à Yaoundé sis au quartier Golf bastos au plus tard le 04/09/2025 à 10h00 et devra porter la mention :

Appel d'Offres National Ouvert N°009/AONO/CNDDR/CIPM/ Exercice 2025 du 11 Août 2025

Pour la première phase des travaux de construction de l'immeuble siège du Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (CNDDR) à Olembé Yaoundé

"A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les *plis non-conformes au mode de soumission.*
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec le DAO concerné est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 04/09/2025 à la salle de conférences du

A

CNDDR, à 11H heures par la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM)

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- de l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission et du récépissé de versement à la Caisse des dépôts et consignations (CDEC) à l'ouverture des plis;
- de la non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission et du récépissé de versement à la Caisse des dépôts et consignations (CDEC));
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- du non-respect d'au moins 80% des critères essentiels ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence de possession en propre ou en location d'un matériel minimum (roulant et petit matériel de chantier)
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, le SDPU) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée par l'entreprise
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée par l'entreprise ;

15.2 Les critères essentiels la présentation de l'offre ;

- les références du soumissionnaire ;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique), le cas échéant ;
- la capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière) ;
- qualification et expérience du personnel ;
- moyens logistiques ;
- méthodologie ;
- les preuves d'acceptation des conditions du marché.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante *en incluant le cas échéant les remises proposées.*

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant *90 jours* à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

A

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au CNDDR, Département des Affaires Administratives et Financières aux heures ouvrables à Yaoundé sis au quartier Golf bastos.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

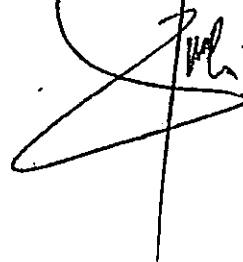
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, ou le MO/MOD au numéro 698 047 426.

Yaoundé _____

**LE COORDONNATEUR NATIONAL
DU COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT,
DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION**

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MIMAP) ;
- ARMP ;
- Maître d'Ouvrage ou MOD concerné, le cas échéant ;
- Président CIPM ;
- Affichage chrono.



Open National Invitation to tender No 009/OINT/NDDRC/CIPM/ Fiscal year 2025,
11/08/2025 of Date of signature of the Tender Notice
for the first phase of construction work on the headquarters building of
the National Disarmament, Demobilization and Reintegration Committee (NDDRC)
In Olembe, Yaounde

1. Subject of the invitation to tender

Within the framework of the construction of the NDDRC headquarters building the Project Owner or Delegated Project Owner hereby launches an invitation to tender Open National Invitation the first phase of construction work on the headquarters building of the National Disarmament, Demobilization and Reintegration Committee (NDDRC) In Olembe, Yaounde.

2. Nature of works

The work includes the first phase of construction of the NDDRC headquarters building:

- Structural work (earthworks, foundations, masonry, framework, roofing).

3. Tranches/Allotment

The work is divided into the following phases:

- Phase 1: Structural work (earthworks, foundations, masonry, framework, roofing)
- Phase 2: Finishing work (insulation, plumbing, electrical work, cladding, joinery, painting)
- Phase 3: Finishing work (floor and wall coverings, fixtures, equipment)

4. Estimated cost

The projected cost of the operation following preliminary studies is one billion five hundred million CFA francs (1,500,000,000 FCFA), broken down by phase as follows:

- Phase 1: 500,000,000 FCFA
- Phase 2: 500,000,000 FCFA
- Phase 3: 500,000,000 FCFA

5. Estimated execution deadline

The maximum period provided by the Project Owner for the completion of the work in the first phase, the subject of this call for tenders, is 12 calendar months per phase. This period runs from the date of notification of the service order to begin the services.

6. Participation and origin

Participation in this call for tenders is open to all construction companies in the building and public works sector.

7. Funding

The work covered by this call for tenders is financed by the CNDDR BUDGET for the 2025 financial year under budget allocation line no. 59 48 180 01 220021 523111.

X

8. Bidding method

The submission method chosen for this call for tenders is offline.

9. Bid bond

Each bidder must attach to its administrative documents a bid bond worth two million five hundred thousand CFA francs (2,500,000 FCFA) for the first phase of the construction of the headquarters building, paid by hand, issued by an organization or financial institution approved by the Minister of Finance, the list of which appears in Exhibit 14 of the consultation and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Minister of Finance to issue bonds in the context of public procurement, will result in the outright rejection of the bid. A bid bond produced but having no connection with the consultation is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. Consultation of Tender File

The physical file may be consulted free of charge at the NDDRC, Department of Administrative and Financial Affairs, in Yaoundé, during business hours, located in the Golf Bastos district.

It may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the ARMP website (www.armp.cm), or via any other electronic means of communication indicated by the Project Owner (please specify).

11. Acquisition of tender file

The physical version of the tender documents can be obtained from the NDDRC, Department of Administrative and Financial Affairs during working hours in Yaoundé located in the Golf Bastos district upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum of the DAO purchase costs of five hundred thousand (500,000) CFA Francs into the Special Allocation Account (CAS) ARMP 335 988 opened with BICEC of Cameroon.

12. Submission of bids

The offer in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies marked as such, must reach the NDDRC, Department of Administrative and Financial Affairs during working hours in Yaoundé located in the Golf Bastos district no later than 04/09/2025 at 10:00 a.m. and must bear the following mention:

**National Open Call for Tenders No. 009/AONO/CNDDR/CIPM/ Fiscal Year 2025 of 11/08/2025,
For the first phase of construction work on the headquarters building
of the National Disarmament, Demobilization and Reintegration Committee (NDDRC)
in Olembe Yaounde**

"To be opened only during the bid-opening session"

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or offer in copies only;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

14. Opening of bids

The bid opening will be held in one session on 04/09/2025, at 11:00 a.m. in the NDDRC conference room by the Internal Procurement Commission (CIPM).

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a joint venture.

Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be submitted in original form or in copies certified by the issuing department or the competent administrative authority in accordance with the provisions of the Special Regulations for the Call for Tenders. They must be less than three (03) months old or have been prepared after the date of signature of the Call for Tenders. In the event of the absence or non-compliance of a document from the administrative file during the bid opening, after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. Evaluation criteria

15.1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be fulfilled in order to be admitted to evaluation following the essential criteria. They should not be the subject of notation. The failure to comply with these criteria shall lead to the rejection of the bidder's offer.

The eliminatory criteria include:

These include:

- the absence or non-compliance of the bid bond and the receipt for payment to the the deposit and consignment fund (CDEC) at the time of bid opening;
- the failure to submit, beyond the 48-hour deadline after bid opening, an administrative file document deemed non-compliant or missing at the time of bid opening (except for the bid bond and the receipt for payment to the Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC));
- false declarations, fraudulent practices, or falsified documents;
- failure to comply with at least 80% of the essential criteria;
- the absence of a sworn statement stating that the projects have not been abandoned over the past three years;
- the absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
- the lack of owning or leasing a minimum of equipment (rolling and small construction equipment);
- the absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE, the SDPU);
- the absence of the integrity charter dated and signed by the company;
- the absence of the declaration of commitment to respect environmental and social clauses dated and signed by the company.

15.2 Essential criteria

- the bidder's references;
- after-sales service (availability of spare parts, repair shop, technical personnel), if applicable;
- financial capacity (access to a line of credit or other financial resources, turnover, certificate of financial solvency);
- qualifications and experience of personnel;
- logistical resources;
- methodology;
- proof of acceptance of the contract conditions.

16. Attribution

The Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority awards the contract to the tenderer who has submitted an offer meeting the required technical and financial qualification criteria and whose offer is evaluated as the lowest, including any proposed discounts, where applicable.

17. Validity of Bids

Bidders remain bound by their bids for 90 days from the deadline set for submission of bids.

18. Additional Information

Additional information may be obtained during business hours at the NDDRC, Department of Administrative and Financial Affairs, in Yaoundé, located in the Golf Bastos district.

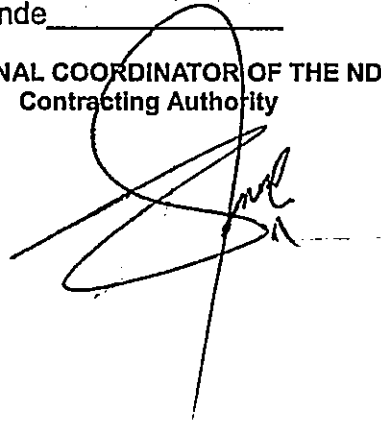
A

19. Fight against corruption and malpractices

To report any practices, facts, or acts of corruption or malpractices, please call CONAC at 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (text message or call) at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or the Ministry of Public Procurement (MOP) at 698 047 426.

Yaounde _____

THE NATIONAL COORDINATOR OF THE NDDRC
Contracting Authority



Copies:

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP);
- ARMP
- Project Owner or Delegated Project Owner concerned, if applicable;
- Chairperson of the T B concerned;
- Notice board/file